

Bureau Veritas Construction
299 rue du Général De Gaulle

59700 MARCQ EN BAROEUL

Tél : +336 34 78 15 55
Mél : yannick.rousseau@bureauveritas.com

N° affaire : 13239031_1-8RJLDEC

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : **TOARC Secteur 3**

CANAL SEINE NORD

Dans la Somme entre Allaines et Etrécourt-Manancourt d'une longueur d'environ 15 km entre les PK 163+000 et 178+112.

Destinataire :

SOCIÉTÉ DU CANAL SEINE NORD

Gary DELHAYE
23 PLACE D ARMES
60200 COMPIEGNE

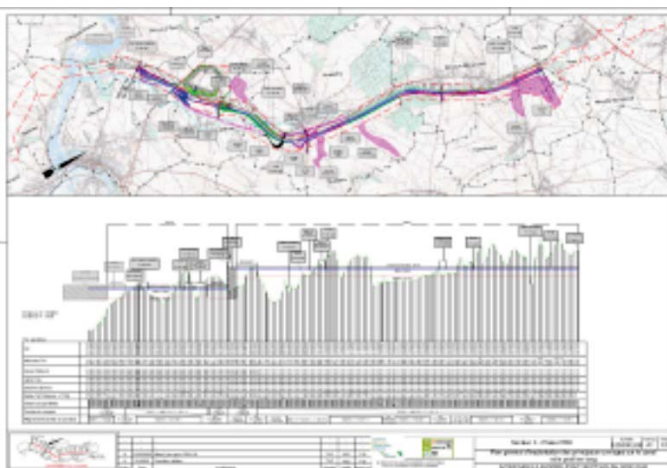
SOCIÉTÉ
DU CANAL
SEINE-NORD
EUROPE




Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 1



Présence d'Amiante - Présence de Plomb

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
27/04/2024	Rev0	Edition du document sur la base du ProV2	Yannick ROUSSEL 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	7
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	7
1.1.4. Démarche environnementale	7
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	7
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	9
2.1. Principe des séquences d'interventions	9
2.2. Inspections Communes	9
2.3. PPSPS	9
2.3.1. Pénalités	10
2.4. Sous-traitance	10
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	10
2.4.2. Transmission du PGC	10
2.4.3. Obligation du sous-traitant	10
2.5. Intérimaires	10
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	11
2.7. Travailleurs indépendants	11
2.8. Protections individuelles	11
2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	11
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	12
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	13
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	13
3.2. Emprise de chantier	13
3.2.1. Clôture et portail	13
3.2.2. Accès	13
3.2.3. Circulations	13
3.2.4. Signalisation	13
3.2.5. Stationnements	13
3.2.6. Stockage	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	14
3.2.8. Cantonnements et entretien	14
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	14
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	14
3.3.2. Plan d'installation de chantier	14
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	14
4. MESURES DE COORDINATION SPS	16
4.1. Définition des séquences d'interventions	16
4.2. Analyse de risques	17
4.3. Co-activités et protections collectives	20
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	20
4.3.2. Déplacement de protection collective	20
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	20
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	21
4.4. Equipement de levage	21
4.4.1. Autorisation de survol	21
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	22
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	22

4.5.1. Approvisionnements et stockage	22
4.5.2. Travaux superposés	22
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	22
4.5.4. Protection contre le bruit	22
4.5.5. Protection contre l'incendie	22
4.5.6. Travaux en hauteur	23
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	23
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	23
4.6. Moyens communs	24
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	24
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	24
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	24
4.6.4. Protection des accès – Auvents	24
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	24
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	25
5.1. Stockages sur le chantier	25
5.2. Nettoyage	25
5.3. Enlèvement des déchets	25
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	25
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	26
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	26
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	27
6.1. Déclarations particulières	27
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	27
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	28
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	28
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	28
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	28
6.7. Locaux témoins	28
7. ORGANISATION DES SECOURS	29
7.1. Téléphone de secours	29
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	29
7.3. Travail isolé	29
7.4. Procédure d'organisation des secours	29
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	29
7.6. Point de rencontre secours	29
7.7. Modèle de fiche de secours	30
8. CISSCT	31
8.1. Objectifs du CISSCT	31
8.2. Constitution du CISSCT	31
8.3. Composition et rôle du C.I.S.S.C.T.	31
8.4. Projet de Règlement du C.I.S.S.C.T.	31
ANNEXES AU P.G.C.	32

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

Des documents reçus du MOA, AMO et MOE du secteur 3 sur la base du Pro V2

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Réalisation des Terrassements, des Ouvrage d'Arts et des Rétablissements des Communications - TOARC sur le secteur 3, dans la Somme entre Allaines et Etricourt-Manancourt d'une longueur d'environ 15 km entre les PK 163+000 et 178+112.

Le secteur 3 s'étend sur un linéaire d'environ 15 km entre le pont canal de la Somme et la Butte d'Ytres. Il traverse le territoire de 4 communes du département de la Somme, successivement Cléry-sur-Somme, Allaines, Moislains et Etricourt-Manancourt ; il concerne également les communes de Bouchavesnes-Bergen (réservoir de la Louette) et d'Equancourt (Dépôt du fond du ru d'Ytres).

Ce secteur est jalonné par une écluse à Allaines avec ses deux avant-ports amont et aval (hors périmètre des missions du MOE) et par la retenue de Louette d'une capacité utile de 14 millions de m3. Ce secteur est aussi ponctué par la réalisation d'une écluse de jonction avec le Canal du Nord (hors périmètre des missions du MOE) et par le remblaiement du Canal du Nord sur un linéaire de l'ordre de 10,2 km.

Le secteur 3 comporte un quai de transbordement, une aire de stationnement de matières dangereuses, un port de plaisance, 5 rétablissements de routes départementales et un quai travaux sur le du canal du Nord.

Deux bassins de virement sont prévus :

- Le premier à proximité du quai de transbordement (quai céréalier) au Pk 170.1 sur la commune de Moislains ;
- Le second au Pk 166.4 au droit de la jonction entre le canal du Nord et le canal Seine Nord Europe permettant aux bateaux venant ou allant à l'écluse de jonction de manœuvrer. Bassin implanté sur la commune d'Allaines.

Le quai de transbordement se situe au droit du point kilométrique moyen PK 170+200. La longueur utile de 220 ml du quai est calée plus précisément entre les Pk 170+093 et Pk 170+325 (projection des extrémités du quai à l'axe du CSNE).

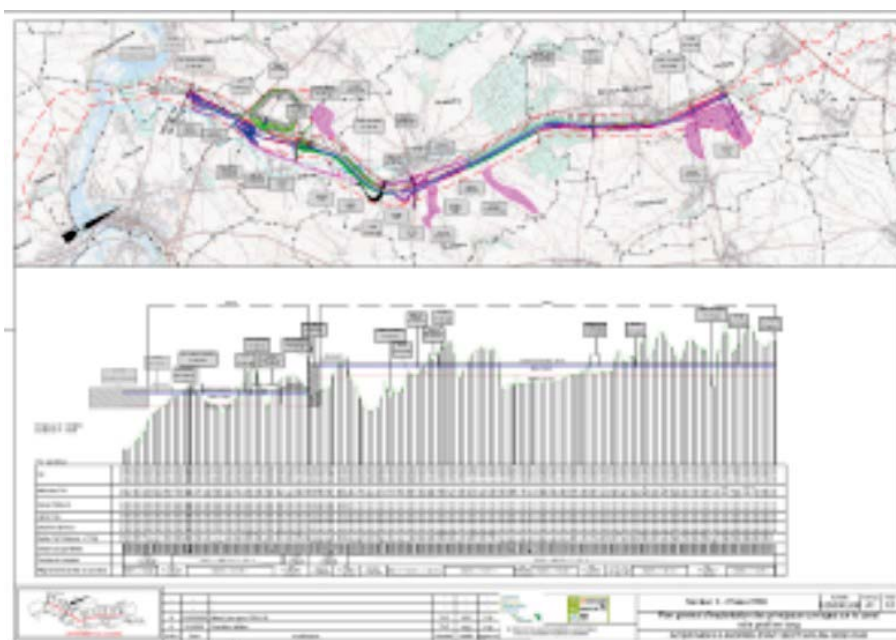
Il est positionné au droit de la plateforme du groupe ADVITAM qui exploite actuellement le quai présent sur le Canal du Nord. Un bassin de virement est positionné en face pour permettre les manœuvres de retournement des usagers du quai.

L'aire de stationnement de matières dangereuses est localisé sur la commune d'Allaines, en voisinage immédiat de la commune de Cléry sur Somme. Il est situé sur le bief n°4, au Nord et à l'amont du Pont Canal sur la Somme et au début du secteur 3 au droit du PK moyen 164+700 plus précisément entre les Pk 164+662 et Pk 164+847.

L'aire de plaisance a été positionnée entre les points kilométriques, PK 165+900 et le PK 166+500 au Sud Est de la RN17 sur la commune d'Allaines.

Le lot TOARC comprend :

- les terrassements (déblais et construction des ouvrages en terre),
- l'étanchéité du canal,
- les ouvrages de franchissement en passage supérieur (routier / modes doux / faune),
- les ouvrages de traversées (routier, hydraulique),
- le réseau de collecte des eaux de bassin versant,
- les rétablissements de voiries.



1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises: A.O.

Mode de passation des marchés : Entreprise générale ou groupement d'entreprise,

Type de marchés: privés.

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 1 juillet 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 54

Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

CF Notice de respect du développement durable (NRDD)

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : Lot unique.

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 100 personnes en pointe.

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	SOCIETE DU CANAL SEINE NORD	23 PLACE D ARMES 60200 COMPIEGNE	06 61 84 78 16 Garry.DELHAYE@scsne.fr	Gary DELHAYE
Assistant Maîtrise d'ouvrage	SETEC - AMO	42 - 52, Quai de la Rapée Immeuble Central Seine CS 71230 75583 PARIS CEDEX 12	06.99.92.51.64 franz-olivier.goudeaux@setec.com	Franz Olivier GOUDEAUX
Coordonnateur SPS	Bureau VERITAS COSTRUCTION	299, rue du Général de Gaulle 59700 MARCQ EN BAROEUL	06.34.78.15.55 yannick.rousseau@bureauveritas.com	Yannick ROUSSEL

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'œuvre	ARCADIS - MOE S3	127 boulevard Stalingrad CS 90030 69626 69626 Villeurbanne Cedex	ambre.sztandarowski.ext @arcadis.com	Ambre SZTANDAROWSKI
Inspection du travail	Inspection du Travail	40, rue de la Vallée 80042 AMIENS	ddets-inspection- uc1@somme.gouv.fr	Madame LACQUEMANT
CARSAT	CARSAT	11, allée Vauban 59700 MARCQ EN BAROEUL	benoit.sobrie@carsat- nordpicardie.fr	Benoit SOBRIE
OPPBTP	OPPBTP	Parc Europe - Bâtiment 10 340, avenue de la Marne 59700 MARCQ EN BAROEUL	laurent.allart@oppbtp.fr	Laurent ALLART

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

Selon le marché se référer au CCAP

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,
Contrat d'intérim si pas de DUE,
Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

Présence de plomb dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Accès sur le site de chaque ouvrage à partir des voiries publiques puis des pistes utilisables par des véhicules routiers.

CF Notice d'exploitation sous chantier

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Les emprises du lot TOARC ne peuvent en aucun cas être clôturées dans leur ensemble:

- Mise en oeuvre d'une clôture 3 fils pour délimiter les emprises,
- Mise en oeuvre d'une clôture infranchissable de 2,50 m de haut en périphérie des toutes les zones de travaux / de tous les ouvrages d'art.

3.2.2. Accès

Accès utilisé par de nombreux véhicules des entreprises en activité sur le projet du CSNE.

CF Notice d'exploitation sous chantier :

3.2.3. Circulations

Circulation au droit des postes de travail: 30 Km/h maxi,

Circulation sur les pistes de chantier: 50 Km/h maxi.

CF Notice d'exploitation sous chantier :

3.2.4. Signalisation

L'entreprise générale ou le mandataire a en charge la fourniture et la mise en place de la signalisation réglementaire à installer à tous les accès et sur les clôtures des zones de travaux.

3.2.5. Stationnements

Stationnement dans les emprises des installations de chantier principales ou secondaires.

3.2.6. Stockage

En concertation avec l'entreprise générale ou le mandataire, chaque entreprise précise dans son PPSPS les zones de stockage qu'elle entend utiliser pendant la durée du chantier.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

L'entreprise générale ou le mandataire a en charge la demande de raccordement des réseaux électrique et eau pour le bon fonctionnement des installations de chantier et des travaux.

3.2.8. Cantonnements et entretien

L'entreprise générale ou le mandataire réalise les installations de chantier afin de pouvoir accueillir l'ensemble du personnel amené à intervenir sur le chantier du TOARC du secteur 3.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Chaque entreprise assure le nettoyage de ses zones de chantier à l'avancement des travaux.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

CF Livret – Installations de chantier

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **L'entreprise générale ou le mandataire du groupement** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **L'entreprise générale ou le mandataire du groupement** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
-------	---------------	------------	-----------------

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	Jusqu'à l'achèvement complet des travaux.
Accès	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	Jusqu'à l'achèvement complet des travaux.
Circulations	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	Jusqu'à l'achèvement complet des travaux.
Signalisation	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	Jusqu'à l'achèvement complet des travaux.
Stationnement	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	Jusqu'à l'achèvement complet des travaux.
Stockage	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	Jusqu'à l'achèvement complet des travaux.
Réseaux provisoires de chantier	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	Jusqu'à l'achèvement complet des travaux.
Coffret électrique général	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	Jusqu'à l'achèvement complet des travaux.
Coffret divisionnaire et éclairage	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	Jusqu'à l'achèvement complet des travaux.
Cantonnement	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	Jusqu'à l'achèvement complet des travaux.
Infirmierie de chantier	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement si l'effectif dépasse 200 personnes	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	Jusqu'à l'achèvement complet des travaux.
Nettoyage hors cantonnement	Chaque entreprise à l'avancement de ses travaux	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	Jusqu'à l'achèvement complet des travaux.
PIC	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	Jusqu'à l'achèvement complet des travaux.
Protections collectives	Chaque entreprise à l'avancement de ses travaux	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	Jusqu'à l'achèvement complet des travaux.
Accès hauteur communs	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	Jusqu'à l'achèvement complet des travaux.
Déchets - Gravats	Chaque entreprise à l'avancement de ses travaux	L'entreprise générale ou le mandataire du groupement	Jusqu'à l'achèvement complet des travaux.

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 Terrassements		Déblais et remblais	Déplacement de plain-pied Chute d'objets, éclats Engins et matériels Collision, heurt Inflammation, explosion Rupture, effondrement Rupture, effondrement Travail isolé	Se reporter à l'analyse de risque correspondante. . . Interrompre immédiatement les travaux et avertir les autorités compétentes. Suivre la procédure spécifique au Canal Seine Nord Europe Assurer la stabilité des talus jusqu'à la disparition du risque. .
2 Ouvrage d'art		Génie civil	Engins et matériels Engins et matériels Inflammation, explosion Collision, heurt Déplacement de plain-pied Chute et heurt avec charge en mouvement Chute d'objets, éclats Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Rupture, effondrement Rupture, effondrement Multi danger Engins et matériels Travail isolé	Stabilité des talus. . Interrompre immédiatement les travaux et avertir les autorités compétentes. Coactivité interdite dans la zone d'évolution des engins. . . Le dispositif de nettoyage de la mèche doit être installé et opérationnel à charge relevage de la mèche DICT à faire Protection contre les chutes de plain-pied à mettre en place.

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - Terrassements

Déblais et remblais

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Création de cheminements piétons stabilisés, selon plan de circulation préalablement soumis. Ces cheminements seront matérialisés (GBA lestées, barrières type TP, filets orange sur supports verticaux avec protections en tête). Création de rampe d'accès ou mise en place d'emmanchements provisoires pour accéder à la plate-forme.	Emprunter les circulations piétonnes définies.
Chute d'objets, éclats	Le bord des fouilles et / ou des tranchées doivent être libre de tous dépôt de matériaux et / ou de matériel.	Interdiction de stocker en bordure de fouilles.
Engins et matériels	Le stationnement des véhicules de service doit se faire en dehors de la piste et des aires de travail, Les engins en charge ont priorité sur les engins vides et les véhicules de service. Les pistes de chantier auront une pente de 10% maximum et seront bordées d'un chasse roue d'une hauteur équivalente au rayon de la roue du véhicule / de l'engin le plus important.	
Collision, heurt	Intempéries en cas de pistes trop glissantes ou de brouillard important, S'assurer de la stabilité du camion ou de l'engin de transport avant de benner, Interdiction de rouler benne levée, Engins équipés de témoin de benne levée.	.
Inflammation, explosion	Lors des opérations de terrassement, la découverte de tout objet suspect, type obus, caisse ... entraînera l'arrêt immédiat de l'opération en cours, l'évacuation des personnels à proximité, la mise en place d'un périmètre de sécurité balisé, et l'appel de la Préfecture pour identification. Les travaux ne reprendront qu'après autorisation écrite de la Maîtrise d'œuvre. Voir procédure réalisé par la MOA avec notamment la sensibilisation du personnel.	Interrompre immédiatement les travaux. Tout personnel effectuant des travaux de terrassement (tout le personnel manipulant la terre : Conducteurs d'engin de terrassement, chef de chantier...) devront obligatoirement suivre la formation interne au Canal Seine Nord Europe qui est réalisée à Laon.
Rupture, effondrement	Talutage au-delà de 1,30 m de profondeur (ou blindage), Implantations des chemins de circulations et pistes suffisamment distant des talus d'excavation. Passerelle sur tranchée.	Respect des talutages et protections mises en place.
Rupture, effondrement	Prévenir les risques d'ensevelissement par blindage ou talutage. Ne pas intervenir au fond de fouille si les parois sont verticales. Cheminements piétons délimités par balisage ou protections collectives.	Respect du phasage organisationnel
Travail isolé	Pas de travail isolé en zone blanche ni en bordure de l'eau.	

Séquence : 2 - Ouvrage d'art

Génie civil

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	Talus en surplomb : Les talus existants situés en surplomb des zones de travail seront purgés de tous matériaux instables. Talus boisés, cette mesures s'appliquent également arbres et branches. Lors de l'emploi d'un brise-roche, un diagnostic de la falaise en surplomb sera effectué par l'entreprise et une surveillance sera instituée pendant les travaux, Stabilité des zones de travail : La stabilité des plates-formes de travail existantes constituées par la voie longeant le canal d'amenée doit être vérifiée avant l'arrivée des engins.	Pendant ces travaux la zone sera interdite d'accès aux autres lots.
Engins et matériels	Les engins seront à jour de leurs vérifications périodiques, Les conducteurs posséderont une autorisation de conduite.	Sans co-activité avec les autres lots
Inflammation, explosion	Lors des opérations de terrassement, la découverte de tout objet suspect, type obus, caisse ... entraînera l'arrêt immédiat de l'opération en cours, l'évacuation des personnels à proximité, la mise en place d'un périmètre de sécurité balisé, et l'appel de la Préfecture pour identification. Les travaux ne reprendront qu'après autorisation écrite de la Maîtrise d'œuvre. Voir procédure réalisé par la MOA avec notamment la sensibilisation du personnel.	Interrompre immédiatement les travaux.
Collision, heurt	Aire de stockage des agrégats, non surchargée et interdite à tout piéton. Pas d'interférence de circulation entre chargeuse et camion d'approvisionnement.	Aire de stockage des agrégats, non surchargée et interdite à tout piéton. Pas d'interférence de circulation entre chargeuse et camion d'approvisionnement.
Déplacement de plain-pied	Création d'un accès piétons différent de l'accès engin. Pose des signalisations et signalétiques permettant la sécurité des piétons (passages piétons, panneaux indiquant les accès...).	.
Chute et heurt avec charge en mouvement	Aucun survol de charge au dessus des zones en travaux	.
Chute d'objets, éclats	La mèche de forage doit toujours être maintenue propre lors de son relevage et ne contenir aucune terre ni gravats lors de la circulation de la machine. Les tuyaux et brides du réseau de pompage du béton seront vérifiés et en bon état, le déplacement des tuyaux se fera par levage via une sangle ou chaîne (pas de décalage direct avec le godet de pelle).	Il ne doit y avoir aucune présence simultanée à la réalisation des forages. Respect des balisages en place
Contact électrique direct ou indirect	Aucune intervention de terrassement ne peut avoir lieu avant retours et analyse des DICT	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	réalisation de sondages de reconnaissance des réseaux.	
Déplacement de plain-pied	Les trémies ou regard sont munis de tampons provisoires ou définitifs assurant une protection contre les chutes de plain-pied. En l'absence de tels dispositifs, un balisage efficace est mis en place et entretenu jusqu'à la disparition du risque.	Interdiction de franchir un balisage de sécurité.
Rupture, effondrement	Échafaudage adapté au stockage des matériaux (pierre, brique, gâche à mortier...);	Si échafaudage commun, définition par chacun des charges maxi apportées.
Rupture, effondrement	Effondrement d'ouvrages en construction ou en stockage : Définir des zones et des périodes d'interdiction d'accès et informations des autres corps d'état (balisage ou barrière), Les étalements et les coffrages des planchers et des poutres doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, des filets ou tout autre type de protections collectives dans toutes les phases provisoires des travaux. Afin de prévenir le risque d'effondrement des murs maçonnés, l'entreprise mettra en œuvre un système de contreventement, qui puisse rester en place tant que la charpente n'aura pas été assemblée et qui soit compatible avec le phasage de montage de la charpente, Mise en place à l'avancement des protections collectives, clôtures, tunnels, passages piétons, préalablement à tous travaux. Ces protections permettront aux autres corps d'état d'intervenir en sécurité.	Interdiction de travail sous les zones de coulage sans autorisation du GO. Interdiction de démontage de protections collectives sans accord du titulaire.
Multi danger	Les risques liés aux venues d'eau auront été au préalable appréhendés par l'entreprise de terrassement et s'il y a lieu, les matériels d'épuisement mis en place. En cas de présence d'eau polluée, l'entreprise concernée fera réaliser une analyse, les résultats au jour du sondage seront transmis au MOA, AMO, MOE et au CSPS.	Ne pas franchir les dispositifs de délimitation mis en place, sans autorisation préalable du titulaire du lot.
Engins et matériels	Port du gilet rétro-réfléchissant et EPI tels que casque, chaussures de sécurité, Balisage et neutraliser les zones d'évolution des engins et des zones de levage, Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires et équipés de signal sonore de recul, Les engins de terrassement utilisés pour du levage, même ponctuel auront satisfait aux contrôle périodique annuel « engins de terrassement » d'une part et au contrôle périodique semestriel « engins de levage » d'autres part."	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail isolé	Pas de travail isolé en zone blanche ni en bordure de l'eau.	

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que chaque entreprise soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives à l'avancement de ses travaux. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise qui a réalisé la mise en œuvre de ses protections.
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage.(couleur distincte),

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Éventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Les représentants du Maître d'ouvrage ou du Maître d'œuvre désigneront une entreprise au frais de l'entreprise ou des entreprises défaillantes. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Les représentants du Maître d'ouvrage ou du Maître d'œuvre désigneront une entreprise au frais de l'entreprise ou des entreprises défaillantes. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Les représentants du Maître d'ouvrage ou du Maître d'œuvre désigneront une entreprise au frais de l'entreprise ou des entreprises défaillantes. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Les représentants du Maître d'ouvrage ou du Maître d'œuvre désigneront une entreprise au frais de l'entreprise ou des entreprises défaillantes. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de chaque entreprise.

Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

4.4.1. Autorisation de survol

L'entreprise a à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie et des éventuels riverains concernés.

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux publics avoisinants.

Les zones énoncées ci-dessus ne doivent en aucun cas être survolées par une charge en cours de manutention.

Des systèmes de limitation mécanique de zone sont mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour si présentes sur le chantier.

Un système d'interférence doit être mis en place pour les différentes grues du chantier. En cas de présence d'autres grues sur le site, le dernier arrivé (créant le risque de télescopage de grue) a à sa charge la mise en place d'un système d'interférence.

Le Plan d'Installation de Chantier matérialise les zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation

possible de la (les) grues avec les zones d'évolution de la (les) flèche(s) et de la (des) contre flèche.
L'entreprise doit mettre à disposition sur le chantier la documentation relative au type de dispositif mis en place, concernant la délimitation de rotation de la flèche, en fonction des différentes positions du chariot.

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible.

Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.
Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.
Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.
Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception sera laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise devra faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant devra :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux devront pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le

registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manoeuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manoeuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Engins adaptés au travail à effectuer

VGP sans reserve

Formation AIPR du personnel pour les travaux de terrassement

Autorisation de conduite (obligatoire)

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'origine du risque à l'aplomb des accès / des cheminements.

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Bennes mises à disposition par l'entreprise générale ou l'entreprise mandataire du groupement,
Chaque entreprise assure le nettoyage quotidien de ses zones de travaux et l'évacuation des déchets / des gravats dans les bennes.

Cf Sous-dossier 3 : Ecoconception Environnement et Développement durable, Plan de gestion des déchets de chantier : ACSW_M043_3_B_DPRO_ECDD_SECT3_PLAN_0052_00_(indice à la date du DCE)

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier.

Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en oeuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en oeuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

Cf Sous-dossier 3 : Ecoconception Environnement et Développement durable, Plan de gestion des déchets de chantier : ACSW_M043_3_B_DPRO_ECDD_SECT3_PLAN_0052_00_(indice à la date du DCE)

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :
 - DT à charge du maître d'ouvrage
 - Application de la loi anti-endommagement
 - D.I.C.T - DICT à faire par chaque entreprise réalisant des terrassements et ce, quelque soit le degré de sous-traitance.
 - Demandes d'arrêtés -
 - Autorisations concessionnaires -Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

- Demandes d'arrêtés -
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d' œuvre.

Les entreprises (notamment de terrassement - VRD, espaces verts, . . .) établissent les Déclarations d'Intention de Commencer les Travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d' œuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d' œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Trafic routier sur les pistes pouvant être utilisées par d'autres entreprises que le présent marché du lot TOARC 3,

- Prise en compte des demandes des services de l'exploitant VNF relatives à la navigation sur le Canal du Nord (CDN), tant pour l'approvisionnement du chantier (utilisation des quais travaux notamment) que pour les opérations de travaux sur les canaux existant et les opérations de mise en eau ;
- Prise en compte des demandes des gestionnaires de voiries locales relatives au balisage et à la signalisation du chantier sur les voiries locales, en particulier pour les itinéraires de déviation ;
- Maintien des circulations sur les voies publiques ou privées rencontrées ;
- Maintien de l'accès aux parcelles, habitations et constructions enclavées par les travaux ;
- Les vibrations générées par les travaux (notamment battage) doivent être faites avec prise en compte des avoisinants ou des éléments déjà construits dans le cadre de ce marché.
- Contraintes d'horaires :

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral [Annexe 2 du CCAP] précisés dans la NRDD doivent être respectées. A ce titre, les horaires de chantier/travaux sont compris entre 8h00 et 18 h00. Le créneau peut être élargi à 6h00-22h00 si cela est utile pour diminuer ou assurer la tenue des délais sous réserve du respect des

dispositions de l'article 194 de l'arrêté préfectoral. Le recours à ces horaires adaptés est justifié dans le dossier "bruit de chantier" réalisé en application de l'article R.571-50 du code de l'environnement.

Les travaux le week-end et les jours fériés sont interdits, sauf information préalable, au moins 48 heures à l'avance, du Préfet, qui peut s'y opposer.

Les travaux de nuit, limités au maximum, seront soumis aux conditions suivantes :

- Programmation au minimum 15j à l'avance et accord du Maître d'OEuvre sur le programme d'intervention,
- Maintien des accès riverains pendant la durée de l'intervention de nuit.

CF Livret – Consistance des travaux

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Interfaces entre les travaux sous supervision MOE TOARC Secteurs 2 et 4 et les travaux sous supervision MOE Ecluses.

CF Procédure de gestion des interfaces Secteur3 : ACSW-M043-3-B-QSSE-QUAL-SECT3-PRCD-0004-00- (indice à date du DCE

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Sans objet.

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

Sans objet, travaux exclusivement en extérieur.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont traitées sous plan de prévention.

6.7. Locaux témoins

Sans objet.

7. ORGANISATION DES SECOURS

Appel des secours en cas de malaise ou d'accident:

Protéger; Éviter le sur accident,

Alerter: Appeler au plus vite le 112, 18 ou 15,

Secourir: Les secouristes prennent en charge la victime (**1SST pour 10 personnes ET 1 SST par équipe**).

Déterminer un point de rencontre avec les secours,

Envoyer une personne à la rencontre des secours afin de les diriger au plus vite près de la victime,

Seuls les services de secours peuvent transporter une victime d'un malaise ou d'un accident aux URGENCES.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS, les mesures d'organisation qu'elle met en œuvre pour l'appel des secours avec notamment les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours.

**Les Sauveteurs Secouristes du Travail - SST doivent être identifiés,
Défibrillateur Automatisé Externe - DAE dans la base vie principale.**

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

A déterminer avec les services de secours lors de la préparation du chantier. Le numéro du PSP est transmis par la CSNE, ainsi que son activation. Le panneau, installé par l'entreprise titulaire

L'entreprise générale ou le mandataire du groupement assurera une reconnaissance des points de rencontre avec les services de secours lors de la préparation du chantier.

7.7. Modèle de fiche de secours

EN CAS D'ACCIDENT

**Appelez les Pompiers
Indiquer le PRS de la zone**



18 ou 112

et dites :

1.ICI CHANTIER : TOARC Secteur 3

Adresse : CANAL SEINE NORD

Dans la Somme entre Allaines et Etricourt-Manancourt d'une longueur d'environ 15 km entre les PK 163+000 et 178+112. 80200/60360 Allaines/Etricourt-Manancourt

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

A déterminer avec les services de secours lors de la préparation du chantier. Le numéro du PSP est transmis par la CSNE, ainsi que son activation. Le panneau, installé par l'entreprise titulaire

L'entreprise générale ou le mandataire du groupement assurera une reconnaissance des points de rencontre avec les services de secours lors de la préparation du chantier.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

8. CISSCT

8.1. Objectifs du CISSCT

Le **Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail** (dénommé également CISSCT) a pour objectif, sur proposition du coordonnateur, de définir certaines règles communes destinées à assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier. Il peut également aborder les questions de formation et d'information des salariés. Il vérifie que l'ensemble des règles prescrites (par lui-même ou par le coordonnateur) sont effectivement mises en œuvre.

8.2. Constitution du CISSCT

Le chantier comprenant l'intervention de plus de 10 entreprises et le volume des travaux dépassant 10.000 hommes / jours, le Maître d'Ouvrage a constitué un CISSCT.

Le Collège est présidé par le Coordonnateur Sécurité désigné pour la phase " réalisation " du projet.

8.3. Composition et rôle du C.I.S.S.C.T.

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier et employant au moins 10 salariés pendant 4 semaines participent obligatoirement au CISSCT.

Participent avec voix délibérative :

- le Coordonnateur Sécurité de la phase " réalisation ",
- le Maître de l'œuvre,
- le représentant de chaque entreprise,

Participent avec voix consultative :

- un salarié de chaque entreprise, employé sur le chantier.

La participation au CISSCT est mentionnée obligatoirement dans les contrats entreprises / sous-traitants.

Sont invités à titre consultatif :

- un délégué du CHSCT (ou délégué du personnel) de chaque entreprise
- l'Inspecteur du Travail
- le représentant de la CRAM ou CARSAT.
- le représentant de l'OPPBTP.
- toute personne qui de par ses connaissances peut contribuer à améliorer les conditions d'hygiène, de sécurité, de santé et la coordination / phasage des interventions sur l'opération.

La mission du CISSCT est :

- d'assurer le respect des règles communes relatives à la sécurité, à la santé et conditions de travail,
- de vérifier l'application des mesures décidées par le Coordonnateur SPS ou par le collège lui-même,
- de régler les difficultés qui pourraient s'élever entre ses membres.

Les entrepreneurs communiqueront systématiquement au CISSCT rapports, notes et observations de l'Inspection du Travail, de la CARSAT, de l'OPPBTP ou de tout autre Organisme d'Hygiène et de Sécurité

En cas d'accident grave, les entrepreneurs avertiront immédiatement : le Coordonnateur Sécurité, le Maître de l'œuvre, l'Inspection du Travail, de la CARSAT, et l'OPPBTP.

8.4. Projet de Règlement du C.I.S.S.C.T

Voir en annexe.

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- DHOL 1
- Annexe_Presence_Amiante
- Annexe_Presence_Plomb
- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_Mise_en_place_de_grues
- Annexe_METAH
- Annexe_SCALP